



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

RENFORCER LA COORDINATION SÉCURITÉ-JUSTICE POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

9 février - 3 mars 2021

PROGRAMME D'ÉTUDES VIRTUEL

BIOGRAPHIES

DIRECTION

Mme Kate Almquist Knopf occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises (CMI), une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

Dr. Luka Kuol est le doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En tant que Doyen, le Dr Kuol dirige les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les

liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.

Dr Catherine Lena Kelly est professeure associée chargée de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, la primauté du droit et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans les programmes universitaires, la recherche et la sensibilisation. Son travail est axé sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'état de droit et la stabilisation, ainsi que la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau américain, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo, et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis (« Washington University in St. Louis »). Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale et co-enseigné les modules gouvernance et religion au cours des Area Studies. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA), plusieurs bourses de l'Université Harvard, et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof et pour ses recherches doctorales au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues politiques et universitaires.

La Dr Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université Libre de Bruxelles et d'une licence (B.A.) avec mention très bien de Washington University à Saint-Louis.

ANIMATEURS (en ordre alphabétique)

M. Nathaniel Allen est chargé de cours d'études de sécurité, dédié à la supervision de la programmation universitaire du CESA sur la cybersécurité et les opérations de soutien de la paix, et à l'intégration de ces considérations dans la recherche et la sensibilisation du Centre. Son travail se concentre sur les relations civilo-militaires, les partenariats de sécurité régionaux, les efforts de contre-insurrection et la guerre non conventionnelle. Avant de rejoindre le CESA, monsieur Allen était conseiller politique au sein du groupe de travail sur l'extrémisme dans les États fragiles de l'Institut des États-Unis pour la paix. Il a également travaillé au Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État américain, pour les affaires étrangères et les comités des services armés de la Chambre des représentants des États-Unis, et avec NORC au Département des projets internationaux de l'Université de Chicago. Les recherches de monsieur Allen ont été publiées dans des revues et journaux politiques de premier plan. Il a reçu des bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'Institut des États-Unis pour la paix, où il était un boursier de la Williams Jennings Randolph Peace 2016-2017. Monsieur Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et en études africaines de l'École des hautes études internationales de la Johns Hopkins University, une maîtrise en études du développement de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton et une licence en science politique du Swarthmore College.

Dr. Anouar Boukhars est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Dr. Boukhars travaille en étroite collaboration avec les dirigeants du secteur de la sécurité des gouvernements africains et des organisations non gouvernementales à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités et de programmes liés à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses recherches portent sur la dynamique de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de se joindre au CESA, Dr. Boukhars a été boursier non résident du programme Moyen-Orient de la Fondation Carnegie pour la paix internationale et professeur agrégé en relations internationales au Collège McDaniel. Il a siégé à plusieurs conseils et comités consultatifs sur le Sahel et l'Afrique du Nord, notamment au Réseau africain pour la consolidation de la paix du Conseil de recherches en sciences sociales. D'août 2015 à juillet 2017, Dr. Boukhars a travaillé à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant que facilitateur principal de son programme phare, le Executive Masters in Managing Peace and Security in Africa. Ses recherches ont été publiées dans de nombreuses publications politiques et revues universitaires de premier plan. Il effectue régulièrement des travaux sur le terrain en Afrique et consulte fréquemment l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations Unies, le département d'État américain et les gouvernements européens.

Dr. Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de la Old Dominion University de Norfolk, en Virginie, d'une maîtrise en sciences humaines appliquées de

l'Université Al Akhawayn d'Ifrane, au Maroc, et d'un baccalauréat en littérature anglaise de la Ibn Tofail University de Kenitra, au Maroc.

Dr. Martha Mutisi est administratrice de programme principale au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) au Bureau régional pour l'Afrique subsaharienne (ROSSA), à Nairobi, au Kenya. Son rôle est de soutenir et d'entreprendre des recherches fondées sur des preuves qui aident les citoyens et les autorités publiques à s'attaquer aux causes des conflits violents, de l'insécurité, de la fragilité et de la mauvaise gouvernance, tout en reconnaissant l'impératif d'une approche transformative des solutions en fonction du sexe.

Auparavant, elle était responsable du département des interventions chez ACCORD. À ce poste, Martha a coordonné les plans stratégiques et opérationnels du département, en plus de fournir des contributions techniques et de fond. Le Dr. Martha Mutisi a supervisé les activités des unités de consolidation de la paix, de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et de formation, ainsi que les programmes par pays d'ACCORD. En outre, elle a occupé divers postes et travaillé avec de nombreuses organisations sur des questions cruciales à l'intersection de la paix, des conflits et du développement. Elle a notamment travaillé avec l'Université pour la paix (UPEACE, Programme Afrique), l'Université du Zimbabwe-Centre d'études de défense, l'Open Society Initiative of Southern Africa (OSISA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'Institute for Multi-Track Diplomacy (IMTD), entre autres. Les domaines de recherche de Martha comprennent les accords de paix, le genre et les processus de paix, la réforme du secteur de la sécurité, les méthodes endogènes de résolution des conflits, les institutions de rétablissement de la paix, la démocratisation et la justice transitionnelle.

Mme 'Kemi Okenyodo, Directrice exécutive de l'Initiative pour l'état de droit et l'autonomisation, également connue sous le nom de Partners West Africa-Nigeria, une organisation non gouvernementale qui s'emploie à renforcer la participation des citoyens et à améliorer la gouvernance sécuritaire au Nigéria et en Afrique de l'Ouest. Elle était chef d'équipe de la composante police du programme de réforme de la justice en matière de sécurité soutenu par le Fonds du gouvernement britannique pour les conflits, la stabilité et la sécurité (CSSF), où elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du programme de police du Nigeria (NPP), un programme travaillant avec les prestataires de services de police, le gouvernement et la société civile pour rendre des services de police responsables au Nigeria, et le cas échéant avec les partenaires du programme.

De décembre 2015 à ce jour, elle a occupé un poste de consultante au sein du Haut Commissariat britannique, où elle apporte son soutien au Head West Africa Conflict Security & Stabilization Unit on Transition from Military Operations to a Stabilized Community Policing Approach in the North East [Chef de l'unité de sécurité et de stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest lors de la transition des opérations militaires vers une approche stabilisée de police communautaire dans le Nord-Est]. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention de la composante "Responsabilisation de la police" du programme Justice 4 All (J4A), un programme du secteur de la justice financé par le ministère britannique du Développement international (DFID) et mis en œuvre par le British Council. Il visait à améliorer la sécurité personnelle et l'accès à la justice pour tous les Nigériens en améliorant les capacités, la responsabilisation et la réactivité des organisations clés dans le secteur de la sûreté, de la

sécurité et de la justice. Elle a également fourni des services de consultation pour l'Open Society Justice Initiative (OSJI), GIZ, DCAF pour n'en citer que quelques-uns.

Kemi a plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et les questions de gouvernance au Nigéria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens envers les institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique et de l'environnement de sécurité, au genre et à la police, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, la participation des femmes dans la sécurité et la gouvernance et la gestion des élections.

Elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université de Lagos, membre de l'Association du barreau du Nigéria, du Réseau du secteur de la sécurité en Afrique et elle est également Secrétaire Générale de la section nigériane du réseau communautaire des anciens du Centre d'Etudes Stratégiques d'Afrique.

Général de brigade (Retraité) Gaseikanngwe Ace Peke est titulaire d'un baccalauréat ès sciences de l'Université du Botswana, du Lesotho et du Swaziland et d'une maîtrise en administration publique de l'Université Auburn, à Montgomery aux États-Unis. Au sein de la BDF, il a occupé divers postes allant d'ingénieur aéronautique à chef d'état-major adjoint du personnel. En outre, de septembre 2007 à mars 2011, il a été coordonnateur du projet d'examen de la stratégie de sécurité nationale du Botswana au sein du Cabinet du Président. En 2011, il a rejoint l'African Public Policy & Research Institute à Pretoria, en Afrique du Sud, en tant que consultant à temps partiel en charge du programme de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité.

Le Capitaine Joaquim Pacheco Santos, en tant que haut représentant portugais, assure la liaison entre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) et le ministère portugais de la Défense, coordonnant les échanges en matière d'études et de politiques sécuritaires en Afrique. III assume également un rôle d'animateur et de conférencier dans les programmes académiques de CESA.

Avant de rejoindre le Centre africain, le capitaine Joaquim Pacheco Santos a servi d'assistant exécutif et conseiller du commandant de l'Académie navale angolaise à Luanda. De 2015 à 2017, il a été commandant de l'école de la marine en 2015-2017 et, en 2017, il a été commandant adjoint du Corps de la marine portugais. De plus, le capitaine Joaquim Pacheco Santos était commandant de corps de cadets à l'Académie navale portugaise de 2010 à 2013; Chef du département de psychologie à l'académie navale de 2005 à 2010; et conférencier sur le comportement organisationnel à l'académie navale de 2005 à 2010. Le capitaine Santos a servi comme chef du département de la formation en matière de comportement organisationnel et de leadership de 2002 à 2005 et commandant de l'unité des péniches de débarquement au Corps des Marines de 1999 à 2002.

Le capitaine Santos est titulaire d'un doctorat en gestion et en comportement organisationnel (2015) de l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise (ISCTE) à Lisbonne et d'une maîtrise en comportement organisationnel (2002) de l'Institut supérieur de psychologie

appliquée (ISPA) à Lisbonne. Le capitaine Santos a également été conférencière invitée à sur les sujets concernant le leadership, la motivation et l'éthique des affaires à l'ISCTE-IUL, université de Lisbonne, de 2005 à 2019. Il a publié de nombreux articles scientifiques sur le développement et la formation au leadership d'équipe.

Mme Oury Traoré, du Mali, est consultante internationale en matière de paix et de sécurité. Ses domaines d'expertise comprennent : facilitation de processus, formation, évaluation, genre, développement organisationnel (DO), société civile, coaching, formulation de politiques, leadership, etc. Les clients de Mme Traoré comprennent l'Union africaine (UA), les Communautés économiques des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne (UE), les Nations unies (ONU), les institutions de formation aux opérations de soutien de la paix (OSP) en Afrique, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), la GIZ (Coopération allemande au développement), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), d'autres grands partenaires au développement, des ONG internationales, des OSC africaines, etc. Bien qu'elle travaille principalement sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, elle se concentre sur la région de l'Afrique de l'Ouest. Elle facilite régulièrement des séminaires de haut niveau et prend la parole lors de réunions mondiales. Avant de travailler comme consultante internationale, Mme Traoré a été directrice exécutive de Partners West Africa au Sénégal, responsable du programme régional du West Africa Network for Peace Building (WANEP) au Ghana, juriste principale de l'Institut pour les Droits Humains et le Développement en Afrique (IDHDA) en Gambie et associée de programme pour le programme de défense des droits des femmes (WRAP) au sein de l'International Human Rights Law Group (IHLRG) à Washington, D.C. Elle a également travaillé dans la plupart des pays d'Afrique en situation de post-conflit, notamment en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine et au Yémen. Elle est actuellement présidente du conseil d'administration de Greenpeace Africa (GPaf) et administratrice de Greenpeace International (GPI). Mme Traoré est l'auteur de nombreuses publications et ses publications comprennent des articles, un livre, des recueils, des chapitres de livres, etc. Elle est titulaire d'une maîtrise en droits humains et démocratisation de l'EUIC, en Italie/Autriche, d'une deuxième maîtrise en développement international durable (SID) de l'université Brandeis, MA-USA, et d'une licence en sociologie du Berea College, KY-USA. Elle parle couramment l'anglais, le français, le bambara, le malinké et le dioula.

PANÉLISTES (en ordre alphabétique)

M. Marcel Ayité Baglo est le directeur général de l'Agence béninoise de gestion intégrée des frontières (ABeGIEF) depuis 2012. Il est également professeur adjoint des universités et consultant auprès de la Banque mondiale. Le Dr. Baglo a précédemment été directeur général de l'Agence béninoise pour l'environnement (ABE) de 1995 à 2006, directeur général de l'administration du territoire (DGAT) de 2006 à 2008, et secrétaire permanent de la Commission nationale des frontières de 2008 à 2012. Dans ce dernier poste, il a coordonné l'élaboration de la politique nationale de développement des frontières (PNDEF) en 2011 et sa mise en œuvre par la sécurisation des zones frontalières, l'amélioration des conditions de vie des populations frontalières et la promotion de la coopération transfrontalière. Expert du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, le Dr Baglo est président du conseil d'administration de

la Plateforme d'échange et de coordination sur la gestion des espaces frontaliers en Afrique de l'ouest (Pecogef) depuis 2015. Le Dr Baglo a également contribué à de nombreuses sessions de renforcement des capacités sur la prévention de l'extrémisme violent, et a obtenu un doctorat en écologie de l'Université Paul Sabatier de Toulouse 3 en France.

M. Serigne Assane Dramé est juge Sénégalais. Il a occupé successivement les fonctions de juge au siège, juge d'instruction, président de tribunal, conseiller à la Cour d'Appel et président de la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Saint-Louis. Il a été secrétaire général de l'Institution Nationale des Droits de l'Homme du Sénégal, le Comité Sénégalais des droits de l'homme, avant de rejoindre l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) en que conseiller à la réforme législative dans le cadre du projet d'appui à la mise en œuvre du Plan d'action régional de la CEDEAO contre le trafic de drogue, l'abus de drogue et la criminalité organisée qui y est connexe.

Il a aidé plusieurs états à conduire des évaluations des cadres législatifs et institutionnels de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée. Il a accompagné et conduit les processus de réformes législatives et aussi l'élaboration et la validation de leurs plans nationaux intégrés de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée de différents pays de l'Afrique de l'Ouest. Il a été membre de plusieurs organes consultatifs, et membre de Commission Nationale de Gouvernance du Sénégal, et a dirigé des associations de droits de l'homme. Il a été membre du Comité technique de révisions des textes discriminatoires à l'égard des femmes, et Coordonnateur de l'Observatoire National pour le Respect des Droits humains dans le Secteur Extractif.

Mr. Drame est expert consultant en ressources minérales et droit humains. A ce titre il est coauteur du livre « Exploitation minière et droits de l'homme au Sénégal ». Il est également l'auteur de « Étude comparative entre la Directive minière de la CEDEAO et les codes miniers des pays de l'Afrique de l'Ouest révisés depuis 2009 » de OXFAM. Il est consultant sénior pour le programme mondiale de lutte contre la criminalité liée aux espèces protégés et aux ressources naturelles de l'ONUDC. Il est chargé d'enseignement dans les universités de Assane Seck de Ziguinchor, de ISDD (Institut Supérieur de Droit de Dakar) de l'université catholique de l'Afrique de l'ouest (UCAO). En outre il est Responsable Pôle contre-terrorisme, criminalité transnationale organisée et problématiques migratoires du Centre de recherche Timbuktu Institute. Il a une bonne connaissance du système judiciaire africain et a une forte expérience en consultance et formation d'adulte.

Dr. Abdourahmane Dieng est le chef de la division de la sécurité régionale à la Commission de la CEDEAO. Il a plus de 15 ans d'expérience au sein de la Commission de la CEDEAO. De septembre 2008 à ce jour, il a été secrétaire permanent du Comité des chefs de police d'Afrique de l'Ouest, et avant cela, il était chargé de programme dans le domaine des armes légères. Il a également été responsable de la sécurité et de la sûreté maritimes, de la lutte contre le terrorisme, de la réforme du secteur de la sécurité et de la défense, et de la lutte contre la criminalité transnationale organisée ; ainsi que coordinateur du Comité des chefs des services de sécurité/renseignements de la CEDEAO et point focal pour le réseau interrégional du Golfe de Guinée (GOGIN), le système d'information policière de l'Afrique de l'Ouest (WAPIS) et le renforcement des systèmes de justice pénale en Afrique de l'Ouest et du Centre (SWAIMS). Auparavant, il était conseiller juridique pour les forces armées du Sénégal et directeur de la

formation à l'école de Gendarmerie. Il est titulaire d'un doctorat en droit, en sciences politiques et en études de sécurité de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, entre autres diplômes.

M. Martin Ewi est coordinateur technique du projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime, en français Renforcer la capacité de l'Afrique à répondre plus efficacement à la criminalité transnationale organisée) à l'Institut d'études de sécurité (ISS) de Pretoria, en Afrique du Sud. À ce titre, il mène des recherches et des analyses, coordonne et gère les cinq observatoires régionaux de la criminalité organisée en Afrique, surveille les tendances, émet des recommandations et fournit une formation et une assistance technique. Précédemment, il a été chercheur principal à l'ISS dans les domaines du terrorisme, de la lutte contre le terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique. Avant de rejoindre l'ISS en 2010, Martin a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye et responsable de l'unité de sécurité stratégique de l'Union africaine et de l'analyse antiterroriste.

M. Charles Togarepi Goredema est un consultant de recherche indépendant qui s'est récemment intéressé aux intersections entre l'urbanisation et la gouvernance criminelle. Il est le directeur fondateur de l'Informed Solutions to Economic Crime in Africa, un cabinet de conseil qui collecte, rassemble et analyse les informations pertinentes pour atténuer l'incidence et l'impact de la criminalité économique transfrontalière en Afrique. Il a dirigé une équipe qui a mené des recherches sur la lutte contre le crime organisé en Afrique et a fourni un soutien en matière de capacités pour ce faire lorsqu'il était à l'Institut d'études de sécurité. Ses travaux ont alors porté sur l'Afrique australe, mais se sont depuis étendus au-delà de la sous-région pour suivre les principaux itinéraires et tendances des transferts d'actifs illicites affectant les économies africaines. Charles a aidé des institutions internationales telles que la Banque africaine de développement, la Facilité africaine de soutien juridique et le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) à élaborer (ou à surveiller la mise en œuvre) des plans stratégiques visant les flux financiers illicites. Il est également membre du réseau d'experts de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée.

Il a précédemment travaillé sur des projets au sein de la division Menaces transnationales et crimes internationaux de l'ISS-Afrique. Avocat de formation, Charles a notamment travaillé dans la poursuite de crimes économiques. Il a ensuite donné des conférences sur la justice pénale au Zimbabwe et en Afrique du Sud, tout en menant des recherches et en gérant des projets de recherche sur la justice pénale. Après avoir rejoint l'ISS en août 2000, Charles s'est concentré sur l'étude des nouvelles formes de criminalité transnationale organisée et de blanchiment d'argent. La plupart de ses travaux récents se concentrent sur les défis de la prévention et de la réglementation du blanchiment d'argent en Afrique orientale et australe. Il a partagé ses conclusions avec les institutions chargées de la conception des politiques, les régulateurs, les praticiens de l'application des lois et la société civile dans ces sous-régions et au-delà, lors de séminaires, d'ateliers et de conférences. Certaines de ses conclusions ont été publiées et peuvent être consultées sur le site web de l'ISS.

Charles est avocat de profession, diplômé de l'Université du Zimbabwe et de l'Université de Londres.

Mme Biola Shotunde fwc est la directrice associée en charge du renseignement, des enquêtes et de l'analyse CTR auprès de la Nigerian Financial Intelligence Unit (NFIU), à Abuja. Elle a une expérience professionnelle d'environ 23 ans dans les secteurs privé et public respectivement. Elle fait partie du personnel fondateur de la Commission nigérienne contre les délits économiques et financiers (EFCC) et de la cellule de renseignement financier nigérienne (NFIU). Avant d'occuper son poste actuel, elle était respectivement chef du département d'analyse de l'intelligence stratégique et chef du département d'analyse des opérations des marchés financiers et des assurances. La NFIU est le dépositaire central de tous les renseignements financiers liés à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le terrorisme, la traite des personnes, les stupéfiants et la prolifération des armes de destruction massive au Nigeria. La NFIU a pour mandat statutaire de recevoir, d'analyser et de diffuser des renseignements à toutes les parties prenantes du système de sécurité nationale nigérien, qui comprend l'ensemble de la communauté des services de sécurité, de renseignement et d'application de la loi. Elle collabore avec d'autres CRF nationales d'environ 182 pays par le biais d'un échange actif de renseignements.

Biola a été deux fois lauréate des prix IMET du ministère américain de la défense, décernés respectivement à la National Defense University et à la National Intelligence University (DIA) de Washington, DC.

Biola est titulaire d'une maîtrise en études de sécurité stratégique de la National Defense University, Washington Dc en 2015. Elle a également obtenu le diplôme de l'U.S. War College (de troisième cycle) en stratégie de sécurité nationale et contre-terrorisme en 2015. Elle est titulaire d'un certificat avancé de leadership en intelligence stratégique de la National Intelligence University, Washington Dc en 2016. Biola est également titulaire d'une maîtrise en analyse et administration des politiques (Agric) de l'université d'Ibadan - Nigeria en 2007. Elle avait auparavant obtenu un diplôme HND en comptabilité (mention Upper Credit) en 1997 à l'école polytechnique fédérale de Bida dans l'État du Niger, au Nigeria.